

Communiqué de presse

Le CADTM dénonce la responsabilité de la Banque mondiale et du FMI dans les expulsions de délégués des ONG à Singapour

vendredi 15 septembre 2006, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2006).

Alors que l'assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale débutera le 19 septembre à Singapour, les autorités de ce pays ont fait savoir qu'elles refusaient l'entrée du territoire à plus de 30 représentants d'organisations non gouvernementales, tous étant pourtant accrédités officiellement par la Banque mondiale et le FMI.

Ces deux institutions se réfugient derrière les déclarations de leurs principaux dirigeants appelant à ce que les autorités singapouriennes permettent à ces représentants d'ONG d'assister à leurs assemblées annuelles, comme cela était convenu. Malgré cela, la responsabilité de la Banque mondiale et du FMI est entièrement engagée dans ce refus.

En effet, la cause initiale réside dans la recherche incessante de lieux de moins en moins accessibles aux contestataires des politiques d'institutions comme le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et le G8, toutes en mal de légitimité depuis de longues années. Après Doha en 2001, Dubaï en 2003, Hong Kong en 2005, Saint Pétersbourg en 2006, c'est Singapour que la Banque mondiale et le FMI ont choisi pour jouer ce rôle de bouclier policier face à ces contestations pourtant profondément légitimes.

La Banque mondiale et le FMI, qui conservent in fine les leviers de décision quant à l'organisation de cet événement, auraient pu, face à l'attitude des autorités de Singapour, décider de différer leur réunion. Pourtant, à l'heure actuelle, ces institutions s'en tiennent à une déclaration publique notoirement insuffisante puisque le problème reste entier.

Tout cela confirme que le discours sur la « bonne gouvernance » n'est qu'un leurre pour continuer d'imposer dans le même temps des politiques d'ajustement structurel qui détériorent les conditions de vie de la majorité de la population des pays en développement.

Le CADTM appelle les ONG et les mouvements sociaux du monde entier à boycotter l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

Le CADTM appelle également les dirigeants des pays membres du FMI et de la Banque mondiale à s'opposer à de tels agissements et à ne pas envoyer de

délégation à Singapour.

Contacts :

Damien Millet, président du CADTM France,
france cadtm.org, 00 33 6 60 54 27 13

Eric Toussaint, président du CADTM Belgique,
international cadtm.org, 00 33 486 74 47 52